

## Après les succès des 29 janvier et 19 mars : élargir la résistance permanente !

*Depuis la mobilisation exceptionnelle du 29 janvier, étudiant-es et personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche construisent au fil des semaines un front inédit de lutte permanente pour la défense du service public dans ce secteur. Le mouvement, alliant grève et manifestations, en est à sa 8<sup>e</sup> semaine. Après un jeudi 19 mars interprofessionnel, à nouveau imposant, agissons, partout, pour élargir la dynamique engagée !*

### Face aux mêmes attaques ...

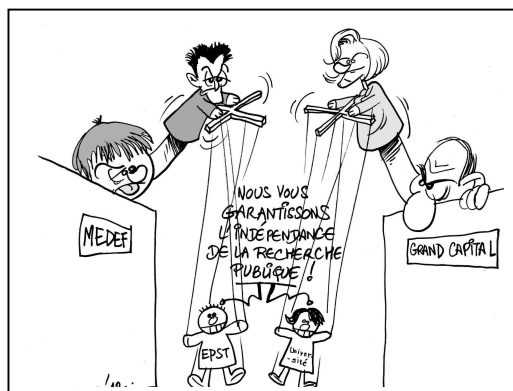
Notre secteur est l'un des laboratoires de la politique régressive du gouvernement « Sarkozy » : à travers la loi LRU votée à la sauvette dès l'été 2007, et le « Pacte recherche », dans la droite ligne de la stratégie de Lisbonne définie au niveau européen, il s'agit pour lui d'asservir l'enseignement supérieur et la recherche publique aux intérêts économiques libéraux et de précariser ses personnels.

Le modèle de remplacement qui nous est imposé - transformation des Universités et EPST en PME concurrentes sur le marché des agences de moyens et des entreprises, précarisation de l'emploi public, culture du "résultat" et de la "performance", déréglementation des statuts et des rémunérations, déqualification des enseignements et des diplômes... - constitue un non-sens pour l'efficacité de l'Enseignement supérieur et de la Recherche publique, qui ont besoin de temps, d'indépendance et de coopération.

### En réponse, le pouvoir provoque et tente la diversion

Fin janvier, Sarkozy tente de ridiculiser le travail des chercheurs, tout en réitérant sa volonté de supprimer les EPST (une agence de moyens n'est pas organisme de recherche). Fin février, Péresse tient des propos méprisants envers les personnels de Bibliothèque, Ingénieurs, Administratifs, Techniques, de Service et de Santé (BIATOSS, ITA) en relativisant les suppressions d'emploi les concernant.

Les deux ministères de tutelle tentent ensuite le « saucissonnage » des dossiers, de pseudos négociations, et des annonces de report de calendrier, destinées à diviser et affaiblir le mouvement. Sans succès !



### Il ne s'agit pas là uniquement de revendications sectorielles :

Le gouvernement s'obstine car il sait pertinemment que tout est lié ! L'ensemble du Service public est concerné par la mise en œuvre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). Continuer leurs « réformes », c'est détruire les services publics (santé, éducation, poste, etc), le droit du travail, la protection sociale, précariser l'ensemble de la population active, ainsi que les étudiants, afin de nous soumettre toutes et tous à l'insatiable soif de profits des actionnaires. Ils se cachent derrière la crise pour continuer leur entreprise de démolition sociale. Ils exécutent fidèlement le programme de guerre sociale initié par le Medef.

### ... une seule solution : la convergence des luttes !

Il y a urgence, les actions de 24 H ne suffisent pas, il faut s'inscrire dans la durée et c'est ensemble que nous pourrions faire céder ce gouvernement et repartir sur de nouvelles bases.

Multiplions les AG dans nos différents secteurs,

Dans l'enseignement supérieur recherche, proposons une réunion commune de l'ensemble des coordinations.

**Et, à nouveau, dans la rue, on continue, les mardi 24 et jeudi 26 mars !**

**Retrait immédiat des projets PECRESSE-DARCOS (statut «EC» et formation-recrutement des professeurs)**

**Restitution des postes sacrifiés au budget 2009.**

**Pour la création de postes de titulaires à tous niveaux, contre la précarité d'emploi.**

**Pour la consolidation financière par l'Etat des EPST, Non à leur démantèlement.**

**Pour la revalorisation des carrières, contre l'individualisation des salaires et l'intéressement.**

**Pour le maintien du cadre national des diplômes, non à la déqualification des enseignements (rapport Jolion)**

**Pour un réel statut du doctorant, non au projet de contrat doctoral actuel avec salaire négocié.**

**Pour la refonte des aides sociales étudiantes, contre la précarisation des conditions d'étude.**

**Ce qui signifie : Retrait de la Loi LRU et du pacte recherche**

**Face à la crise qui s'aggrave, exigeons une forte augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux, l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font du profit.**

**La connaissance, l'enseignement, la recherche ne sont pas des marchandises**